

Contrat de Relance et de Transition Écologique

Pour le territoire
de la Communauté de Communes
de Desvres-Samer



Communauté de Communes
de Desvres-Samer



Préfecture
du PAS-DE-CALAIS

DE BOULOGNE S/MER

10 SEP. 2021

SOUS-PRÉFECTURE

ENTRE

L'Etat,

Représenté par Louis LE FRANÇ, Préfet du Pas-de-Calais
Ci-après désigné par « l'Etat » ;

ET

La Communauté de Communes de Desvres-Samer

Représentée par son Président, Claude PRUDHOMME, autorisé suivant la
délibération du conseil communautaire en date du 24 juin 2021,

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	4
ARTICLE 1 : Objet du contrat.....	4
ARTICLE 2 : Ambition du territoire de la Communauté de Communes Desvres Samer et de ses communes membres.....	5
ARTICLE 3 : Les orientations stratégiques.....	12
ARTICLE 4 : Plan d'actions.....	13
ARTICLE 5 : Modalités d'accompagnement en ingénierie.....	14
ARTICLE 6 : Engagement des partenaires.....	15
ARTICLE 7 : Gouvernance du CRTE.....	17
ARTICLE 8 : Suivi et évaluation du CRTE.....	18
ARTICLE 9 : Résultats attendus du CRTE.....	19
ARTICLE 10 : Entrée en vigueur et durée du CRTE.....	20
ARTICLE 11 : Evolution et mise à jour du CRTE.....	20
ARTICLE 12 : Résiliation du CRTE.....	20
ARTICLE 13 : Traitement des litiges.....	20
ANNEXE 1 : Délibération du CRTE	
Résumé du PCAET.....	21
Chiffres clés CCI.....	
ANNEXE 2 : Fiches actions et projets.....	32
ANNEXE 3 : Tableau de synthèse du CRTE.....	35

Préambule

Dans le prolongement de l'accord de partenariat signé avec les régions le 28 septembre 2020, qui se traduira dans des Contrats de Plan Etat-Région (CPER) renouvelés d'une part, dans les programmes opérationnels européens d'autre part, le Gouvernement souhaite que chaque territoire soit accompagné pour décliner, dans le cadre de ses compétences, un projet de relance et de transition écologique à court, moyen et long terme, sur les domaines qui correspondent à ses besoins et aux objectifs des politiques territorialisées de l'Etat, dans le cadre d'un projet de territoire.

La transition écologique, le développement économique et la cohésion territoriale constituent des ambitions communes à tous les territoires : elles doivent être traduites de manière transversale et opérationnelle dans la contractualisation, qui est aujourd'hui le mode de relation privilégié entre l'Etat et les collectivités territoriales, sous la forme de Contrats Territoriaux de Relance et de Transition Ecologique (CRTE). Le Gouvernement poursuit, au travers de ces nouveaux contrats, l'ambition de simplifier et d'unifier les dispositifs de contractualisation existants avec les collectivités.

Article 1 - Objet du contrat

Les contrats de relance et de transition écologique (CRTE) ont pour objectif d'accompagner la relance de l'activité par la réalisation de projets concrets contribuant à la transformation écologique, sociale, culturelle et économique de tous les territoires (urbain et rural, montagne et littoral, métropole et outre-mer).

Les CRTE s'inscrivent :

- Dans le temps court du plan de relance économique et écologique avec des actions concrètes et des projets en maturation ayant un impact important pour la reprise de l'activité dans les territoires ;
- Dans le temps long en forgeant des projets de territoire ayant pour ambition la transition écologique et la cohésion territoriale.

Pour réussir ces grandes transitions, les CRTE s'enrichissent de la participation des forces vives du territoire que sont les entreprises ou leurs représentants, les associations, les habitants.

La circulaire du Premier Ministre n° 6231 / SG du 20 novembre 2020 relative à l'élaboration des Contrats Territoriaux de Relance et de Transition Ecologique confirme la contractualisation comme le mode de relation privilégié entre l'Etat et les territoires associés à la territorialisation du plan de relance.

Le CRTE définit un cadre de partenariat et ses modalités de mise en œuvre pour réussir collectivement la transition écologique, économique, sociale et culturelle du territoire de la Communauté de Desvres-Samer autour d'actions concrètes qui concourent à la réalisation d'un projet résilient et durable. Ces contrats mobiliseront l'ensemble des moyens d'accompagnement existants au profit des collectivités locales, entreprises et populations des territoires engagés. Sur la base du projet de territoire, les dynamiques des dispositifs contractuels existants seront intégrées et articulées.

Le CRTE permet de concrétiser des actions communes de coopération entre les territoires dont les interactions pour des questions d'emplois, de mobilité, de services, de culture, de loisirs, de tourisme... influencent les projets de territoire.

Le contrat contient l'ensemble des engagements des différents partenaires pour l'ensemble de la période contractuelle 2021-2026 : Etat, opérateurs, collectivités, secteur privé.

Présentation du territoire de la CCDS

La Communauté de Communes Desvres-Samer une attractivité confirmée...

La CCDS regroupe 31 communes s'étendant sur 24.490 ha et compte environ 23 225 habitants (INSEE 2018).

C'est un territoire à dominante rurale, particulièrement attractif pour les agglomérations du Boulonnais, du Calaisais et de l'Audomarois.

Au regard de sa situation géographique, la CCDS est tournée vers l'agglomération de Boulogne-sur-Mer, elle fait partie du Syndicat Mixte du SCOT du Boulonnais et est entièrement incluse dans le Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale.

Sur le plan de la population, il s'agit de l'un des territoires des Hauts-de-France qui a le plus évolué avec une augmentation moyenne de 0,1% par an entre 2008 et 2018.

Cet afflux de population engendre des changements importants sur le territoire, impactant son attractivité et son développement.

Le territoire de la Communauté de Communes de Desvres-Samer est occupé à 75 % par des espaces agricoles. L'agriculture structure l'économie du territoire, elle est aussi fortement associée à sa haute valeur paysagère.

Article 2 – Ambition du territoire de la Communauté de Communes de Desvres-Samer, des communes membres et des syndicats

2.1. Développement économique

2.1.1. Zones d'Activités Légères

La Communauté de Communes de Desvres-Samer attache de l'importance au développement économique de son territoire pour le rendre attractif et diminuer l'impact socioéconomique.

- Un taux de chômage inégal (11,9 % en 2018), légèrement au-dessus de la moyenne départementale

Cinq zones d'activités légères ont été créées par la collectivité. :

- Les Pichottes 1 et 2 à Alincthun,
- Les Courteaux à Desvres,
- La Houlette à Desvres,
- L'extension du Pont d'Etienfort à Samer,
- Requalification de la zone Mory à Samer.

Dans le cadre de son développement et de son attractivité, la Communauté de Communes de Desvres-Samer souhaite poursuivre :

Seulement 2,6 % des déplacements s'effectuent en transports publics.

Le territoire n'offre pas d'alternative à la voiture individuelle.

2.2.1 Mobilité

2.2. Développement durable

C'est pourquoi, dans le cadre de la fabrique de territoire, plusieurs actions sont en projet avec le Village des Métiers d'Art. Avec l'aide du syndicat mixte 59/62, une réflexion est engagée sur le développement des usages numériques et son apport sur un territoire à dominant rural.

Sur un autre plan, avec le syndicat mixte la fibre numérique 59 /62, la Communauté de Communes poursuit le déploiement du très haut débit. À terme en 2022, la population pourra interagir et être au cœur de la dématérialisation engagée par l'État.

Le numérique est un atout important sur la mise en cohésion sociale, économique mais aussi environnementale. La collectivité a fait acte de candidature à l'AMI « Fabrique de Territoire » avec les EPCI CA2BM et CCHPM en 2020.

2.1.5. Numérique

Aussi, une actualisation du Schéma de développement commercial dans le cadre du SCOT Bouligne Développement Côte d'Opale, il sera intéressant de relancer l'observatoire consacré serait une mise à jour du diagnostic précédent pour la stratégie d'interaction commerciale. Avec

proximité.

En 2016, la ville de Desvres a été retenue dans le cadre de l'appel à projets de la région « Bourg-Centre ». La Commune poursuit actuellement le développement de ses commerces de

- Enquêtes CCI (Covid, consommation des ménages, ...) (Décembre 2020).
 - Etude d'aménagement et d'urbanisme commercial sur Desvres (2016), commercial),
 - Schéma de développement commercial (2010) (Document d'aménagement
 - Etude préalable FISAC (2012),
- Plusieurs études ont été menées à ce sujet :

plan social.

Le commerce de proximité a un impact important sur l'activité économique mais aussi sur le

2.1.4. Le commerce de proximité

Cette délégation de service public se termine en 2022. Une réflexion est en cours sur la gestion du site et sa stratégie de développement.

d'Art à la société Interfaces.

En 2010, la Communauté de Communes de Desvres-Samer a confié son Village des Métiers

2.1.2. Répinière d'entreprises

- L'extension de la ZAL les Pichottes 3 à Alinethun,
- La création de zones d'activités (Cofrac à Desvres et Menneville).

2.2.3 Gestion des déchets

- ① Réduire l'impact énergétique des bâtiments,
- ② Favoriser les proximités et les mobilités moins carbonées,
- ③ Entreprendre, produire et consommer durablement,
- ④ Gérer durablement les ressources en assurant la qualité de vie et la biodiversité,
- ⑤ Développer les productions et consommations d'ENR locales

Ces axes sont :

À l'issue des groupes de travail et des différents échanges avec les partenaires, 5 axes ont été retenus avec 56 actions.

La Communauté de Communes souhaite s'engager pour le développement des énergies renouvelables. Son taux de couverture des besoins énergétiques par la production d'énergies renouvelables est de 7 %. La Communauté de Communes projette la mise en place de panneaux photovoltaïques et de filière comme l'hydrogène. Aussi, l'enjeu est de faire de la transition énergétique et écologique un levier de développement territorial avec un enjeu de sobriété.

La stratégie retenue doit permettre au territoire de s'inscrire dans la trajectoire régionale (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) et nationale (Stratégie Nationale Bas Carbone)

Ce projet de développement durable vise à engager le territoire de la Communauté de Communes sur la transition énergétique et la lutte contre le changement climatique.

Lors de la conférence des Présidents du Pays Boulonnais en 2020, les élus ont décidé de mettre en œuvre le PCAET pour la période 2021-2026 à l'échelle du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) afin d'articuler le plan d'actions du PCAET avec les documents d'urbanisme.

2.2.2 Plan Climat Air Énergie Territoire (PCAET)

L'usage des modes doux est fortement contraint sur la Communauté de Communes : outre la marche à pied, la faiblesse du réseau de voies cyclables ainsi que leur absence de connexion et d'aménagements ne permettent pas de s'affranchir de l'usage de la voiture.

Repenser la notion de mobilité par la recherche de nouvelles formes d'urbanisme qui favorisent des modes de déplacements doux pour les courtes distances, et qui offrent des équipements publics pour la promotion du covoiturage.

C'est pourquoi, la Communauté de Communes de Desvres6Samet s'est engagée sur l'électromobilité et l'auto-partage. Ainsi elle favorise la mobilité sur son territoire et tend à limiter les gaz à effet de serre.

Ainsi, ces projets seront un atout de mobilité sur l'impact social, par exemple dans le cadre d'une recherche d'emploi.

L'augmentation croissante de la population du territoire de la Communauté de Communes (20 881 habitants en 2007 et 23 107 habitants en 2017) entraîne une croissance du tonnage des déchets avec une société de consommation.

À ce titre, les enjeux identifiés sont les suivants :

- La prévention des déchets,
- Le traitement des déchets.

C'est pourquoi, la Communauté de Communes souhaite axer ses priorités sur :

- La limitation des gaz à effet de serre,
- L'optimisation du service collecte,
- L'harmonisation des consignes de tri,
- L'extraction de la part valorisable dans les déchets ménagers

2.3. Tourisme

La Communauté de Communes possède un territoire remarquable de par ses différents milieux. Le volet touristique constitue un axe fort du développement territorial. La collectivité souhaite renforcer le tourisme local par un maillage de l'offre de produits locaux. L'offre de tourisme participe dans ce sens sur des produits « clés en main » proposés par les professionnels.

Dans cette sauvegarde du patrimoine paysager et du terroir, la Maison du Cheval Boulonnais a été instituée pour le plan de sauvegarde et de revalorisation du cheval boulonnais et du trait du Nord par le Conseil Régional Hauts-de-France.

La Communauté de Communes souhaite être moteur d'éco-cheminements pour réduire son empreinte écologique lors des manifestations.

Aussi, une sensibilisation est prévue lors de chaque manifestation sur les gestes et comportements éco-responsables.

La Communauté de Communes souhaite un développement et une prise de conscience sur la préservation de sa biodiversité en mettant en place des sorties nocturnes avec des guides. Les cheminements seront dotés de panneaux d'interprétation faune/flore.

2.4. Biodiversité

La Communauté de Communes a signé la charte du Parc Naturel des Caps et Maraïs d'Opale et est membre du Comité Syndical.

Ce classement national délivré par l'Etat (décret du Premier Ministre) rend compte de l'excellence et de la richesse du patrimoine naturel et paysager du territoire. Le classement en cours porte sur la période 2013-2028.

La Biodiversité est spécifiquement au cœur de la vocation 1 de la Charte (un territoire qui prend à cœur la Biodiversité), portée par les vocations 1 (Agir pour le renforcement de la Biodiversité et la mise en œuvre exemplaire de la Trame verte et bleue régionale), 2 (Connaître et préserver la Biodiversité) et 3 (Impliquer les habitants dans la préservation de la Biodiversité) et les 8 mesures qu'elle porte.

La Charte du PNR est prise en compte dans les documents cadres de planification et d'urbanisme réglementaire (SCOT et PLUI).

Une analyse parallèle à l'échelle du territoire communautaire des habitats naturels inventoriés, d'une part, et des classements, protections réglementaires et foncières et des inventaires, d'autre

part, (cartographies jointes) confortent l'appréciation d'un patrimoine naturel et paysager globalement remarquable, notamment en fonds de vallées, dans les massifs forestiers et sur les cotaux.

2.5. Urbanisme – Habitat

Le territoire de la Communauté de Communes est principalement composé de 75 % d'espaces agricoles et de 20 % en zone naturelle. Les deux espaces sont donc à prendre en compte tant sur le développement de son territoire que sur une maîtrise durable de son urbanisation. 5 % sont en zones urbanisées y compris les zones d'activités légères. La Communauté de Communes est un territoire périurbain de l'agglomération boudonnaise.

Le PLUi a été approuvé en novembre 2019.

Une convention cadre a été établie avec l'Etablissement Public Foncier sur la mise en œuvre de requalification des friches.

Pour éviter le risque de « banlieue d'ortoir », il est nécessaire de développer et d'apporter des équipements de proximité. Certaines communes du territoire sont en habitat social.

78 % de propriétaires sont occupants avec un parcours résidentiel compromis pour les jeunes isolés ou en couple en partance, faute de locatif abordable. Beaucoup de bâtiments sont anciens et sont de véritables passoires thermiques.

Aussi, il a été engagé un plan contre l'habitat indigne et très dégradé via l'OPAH-RU. Il a été observé un vieillissement de la population sur le territoire de la Communauté de Communes de Desvres-Samer. La mise en place de bégainage est une des solutions sur ce vieillissement ainsi que la création de liens intergénérationnels. D'ailleurs, deux bégainages sont en cours sur les communes de Quesques et de Wirwignes.

Des contractualisations ont été établies comme la revitalisation du Bourg-centre de Desvres.

Aussi, la ville de Desvres a été retenue pour l'appel à projets « Petite Ville de Demain » concernant des projets de requalification de friches et d'espaces paysagers.

2.6. Aménagement-Agriculture

De par sa spécificité agricole, trois exploitations sur quatre ont disparu depuis 1975. Le maintien d'une filière agricole locale est donc stratégique et primordial pour le développement local.

Deux grands paysages agricoles composent le territoire de la Communauté de Communes de Desvres-Samer :

- Le bocage,
- Le plateau.

Ce classement national délivré par l'Etat (décret du Premier Ministre) rend compte de l'excellence et de la richesse du patrimoine naturel et paysager du territoire. Le classement en cours porte sur la période 2013-2028.

La Biodiversité est spécifiquement au cœur de la vocation 1 de la Charte (un territoire qui prend à cœur la Biodiversité), portée par les vocations 1 (Agir pour le renforcement de la Biodiversité à la mise en œuvre exemplaire de la Trame verte et bleue régionale), 2 (Connaître et préserver la Biodiversité) et 3 (Impliquer les habitants dans la préservation de la Biodiversité) et les 8 mesures qu'elles portent.

Une analyse parallèle et à l'échelle du territoire communautaire des habitats naturels inventoriés, d'une part, et des classements, protections réglementaires et foncières et des inventaires, d'autre part, (cartographies jointes) confortent l'appréciation d'un patrimoine naturel et paysager globalement remarquable, notamment en fonds de vallées, dans les massifs forestiers et sur les coteaux.

Sur le plan Biodiversité, le territoire est fortement inscrit en zone Natura 2000 et en ZNIEFF1. Lors de l'élaboration du PLUi, ces éléments ont été intégrés dans le cadre d'une trame verte et bleue.

Ainsi, tout en conservant son patrimoine et son identité, le développement du milieu urbain doit être maîtrisé dans des actions comme la nature en ville.

2.7. Préserver la ressource en eau tant en qualité qu'en quantité

Le territoire de la Communauté de Communes de Desvres-Samer comporte de nombreux champs de captage d'eau potable desservant 70 % de l'eau de l'agglomération bouloonnaise. Aussi, des politiques publiques avec l'Agence de l'Eau et le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) sont en cours pour améliorer et maintenir la qualité et les réserves en eau potable.

Mais, cette eau a d'autres conséquences sur le territoire en termes de risques : ruissellements, crues et inondations.

Le Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) sur les bassins côtiers du Boulonnais est porté par le syndicat mixte pour le schéma d'aménagement des eaux du Boulonnais (SYMASAGEB) et établi avec l'appui méthodologique des services de l'Etat. La mise en œuvre du programme s'échelonne sur six ans (2018-2024) et intègre la gestion des inondations par débordement de cours d'eau, les ruissellements et la submersion marine. Le périmètre couvre l'ensemble du territoire du Boulonnais, et majoritairement les bassins versants de la Liane, du Wimmereux et de la Slack. Ce programme, d'un montant de 13 millions d'euros, comporte 92 actions réparties sur 7 axes, avec une stratégie locale comprenant un volet

- **"protection contre les inondations"**, ce volet s'appuie sur des projets de travaux de ralentissement des écoulements : la création d'ouvrages hydrauliques, notamment cinq ouvrages de ralentissement dynamique qui favoriseront la rétention des eaux générées par les crues, en amont des secteurs sensibles. Ces ouvrages seront complétés par de petits ouvrages de rétention répartis en amont des principaux axes de ruissellement. Des aménagements d'hydrauliques dites "douces" - haies, bandes enherbées, ... - sont également prévus afin de limiter le ruissellement vers les secteurs urbanisés et l'érosion des sols.

- **"prévention des risques"** vise la prise en compte des risques dans l'aménagement du territoire et l'urbanisme. La sensibilisation des acteurs locaux, élus, riverains, gestionnaires d'établissements ou d'entreprises aux risques d'inondation est également prévue. Enfin, la gestion de crise est également abordée en vue de mieux coordonner les interventions, de mieux anticiper les événements et de permettre un retour à la normale le plus rapidement possible.

Il est financé à hauteur de 38 % par l'Etat principalement au titre du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM), et à hauteur de 29 % par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie. Le suivi technique et financier du projet est réalisé par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais (DDTM) avec l'appui de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL).

En parallèle de la prévention des inondations déclenchée dans le PAPI, la gestion des milieux aquatiques a été transférée au SYMSAGB qui intervient dans le cadre de plans de gestion, établis sous déclaration d'intérêt général. Ceux-ci seront à renouveler pour la Liane et pour le Wimerex et leurs affluents, respectivement en 2023 et 2024. Actuellement, les actions inscrites dans ces plans de gestion sont financées, en partie, par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Les enjeux dans le cadre du CRTF de la CCDS et de ses programmations annuelles, sont les ajustements potentiels en lien avec :

- La révision à mi-parcours du Papi en 2022
- La révision des plans de gestion des cours d'eau en 2023
- L'articulation avec le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Boulonnais sur la gestion de la ressource en eau

À l'horizon 2026, la Communauté de Communes de Desvres-Samer sera compétente en matière d'eau et d'assainissement. Aussi, cette prise de compétence doit se faire dans une coordination avec les acteurs locaux, mais aussi avec des intervenants extérieurs dans le processus de l'eau potable.

Une mutualisation et une réflexion commune avec la CAB est indispensable pour une gestion cohérente de tous ces sujets.

2.8. Projet des communes membres :

De nombreuses communes ont répondu à la demande de la Communauté de Communes de Desvres-Samer pour intégrer leurs différents projets au contrat de relance et de transition écologique.

Les différents projets communaux ont été regroupés selon les thématiques suivantes :

- Rénovation énergétique des bâtiments municipaux
- Développement des liaisons douces
- La ressource en eau
- Réhabilitation de l'assainissement
- Développement des équipements municipaux comme des salles de sports ou des bâtiments d'utilité publique
- Aménagement des espaces publics
- Développement économique

Article 3 – Les orientations stratégiques

Le présent contrat fixe les orientations stratégiques en s'appuyant sur le projet de territoire approuvé en date du 24 juin 2021 :

- Le développement économique,
- Le développement durable,
- Le tourisme,
- L'urbanisme-Habitat,
- L'aménagement – l'agriculture- la biodiversité,
- L'eau,
- Le PCAET,
- Autres (« petites villes de demain »), réseau France Services, CPER, « territoires d'industries » et ANCT.

Les orientations stratégiques font l'objet de fiches descriptives, jointes en annexe 2. Ces fiches comprennent des objectifs - chiffrés dans la mesure du possible ou qualitatifs - qui peuvent être, selon le cas, des objectifs numériques, écologiques, économiques, culturels ou sociaux, avec

En fonction des priorités du projet de territoire et de la volonté des partenaires, les conventions et contrats préexistants peuvent élargir et enrichir les orientations et objectifs stratégiques du CRTE, et être intégrés progressivement dans le CRTE. Cette intégration entraîne la mutualisation de la gouvernance, tout en conservant la possibilité de conserver des instances de pilotage resserrées autour de problématiques spécifiques. Les engagements financiers qu'ils contiennent sont repris dans la maquette globale.

- Les programmes territorialisés de l'ANCT : de la politique de la ville, du numérique (France très haut débit, Nouveaux lieux nouveaux liens, Société numérique...), des territoires et de la ruralité (Action cœur de ville, Petites villes de demain, Agenda rural...);
- Les contrats de l'Etat transversaux comme les contrats de transition écologique et sectoriels des autres ministères, notamment ceux de la Culture, de l'Éducation nationale, de la Santé, des Sports et de tout autre dispositif à destination des collectivités territoriales ;
- L'intégration avec les dispositifs contractuels régionaux et/ou départementaux est recherchée, dans toute la mesure du possible.

Après la définition du périmètre, dès la phase d'engagement de l'élaboration du contrat, le recensement des contractualisations existantes relève du diagnostic du territoire. Il s'agit d'identifier :

4.1 Intégration des contractualisations et programmes de l'Etat

Le plan d'actions est la traduction du projet de territoire qui se décline en actions de la collectivité et des acteurs territoriaux.

Article 4 – Le plan d'actions

Le CRTE permet de concrétiser des actions communes de coopération entre les territoires dont les interactions pour des questions d'emplois, de mobilité, de services, de culture, de loisirs, de tourisme... influencent les projets de territoire.

À moyen terme, il s'agit d'accompagner la dynamique partenariale pilotée par les collectivités vers un nouveau modèle de développement, résilient sur le plan écologique, social, économique et sanitaire, traduit dans leur projet de territoire.

de mettre en œuvre rapidement le plan de relance au niveau local.

À court terme, il s'agit d'identifier avec les acteurs du territoire (collectivités territoriales, acteurs socio-économiques, associations, habitants) les actions à impact immédiat permettant

3.1. Les objectifs du CRTE (sur le temps)

des indicateurs de résultats. Elles indiquent la liste des actions prêtes à être engagées ou des projets qui restent à préciser par champ d'intervention.

En cas d'évolution de leur contenu en cours de contrat, elles seront validées par le comité de pilotage, sans nécessité d'avenant.

4.2. Validation des actions

Les actions du CRTE sont décrites dans des fiches actions et des fiches projets ci-jointes en annexe 2.

Les actions sont « à valider » quand elles sont portées, décrites, financées, évaluées et prêtes à démarrer.

L'inscription formelle des actions dans le CRTE est validée par les instances de gouvernance en s'appuyant sur l'expertise des services déconcentrés de l'Etat, des opérateurs et des services des collectivités territoriales concernées.

Le Préfet peut saisir autant que de besoin la « Mission de coordination nationale des Contrats Territoriaux de Relance et de Transition Ecologique » pour toute opération nécessitant un éclairage particulier.

Les actions prêtes sont inscrites chaque année dans une convention de financement annuelle qui détaille la participation des différents partenaires.

4.3. Projets et actions en maturation

Des projets de niveaux de maturité différente seront listés dans le contrat. Les projets feront l'objet d'un travail spécifique de maturation afin d'être proposés à l'intégration du contrat, lors de comités de pilotage ultérieurs à la signature, en fonction de leur compatibilité avec les objectifs du contrat, de leur faisabilité, de leur valeur d'exemple et de leur dimension collective ou de leur effet d'entraînement.

Ces évolutions seront examinées et validées par la gouvernance définie à l'article 7. En cas d'évolution de leur contenu en cours de contrat, les « fiches actions » ou les « fiches actions en maturation » seront validées au fil de l'eau par le comité de pilotage, sans nécessité d'avenant.

Article 5 : modalités d'accompagnement en ingénierie

Plusieurs partenaires sont susceptibles de proposer un soutien en ingénierie (les opérateurs l'ANCT, Cerema, Ademe, la Banque des territoires...), services déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales, agences techniques départementales, CAUE, CPIE, Agences d'urbanisme pour les différentes phases du contrat (élaboration du projet de territoires, définition et mise en œuvre des projets, participation des habitants, suivi et évaluation du contrat) qu'il conviendra de préciser et de rappeler dans le bilan du contrat. L'activation de cet accompagnement s'effectuera selon les modalités de saisines propres à chaque organisme.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui pourraient notamment mobiliser des financements pour le montage des projets et les investissements.

Ce soutien peut prendre d'autres formes partenariales comme le renfort en capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que des projets eux-mêmes, comme par exemple :

- Etudier les actions amorcées, nécessitant un approfondissement technique et financier afin de préciser les aides potentielles ;
- Partager les actions et les résultats relatifs aux contrats et partenariats en cours, déjà financés sur les autres territoires du CRTF ;
- Mettre en relation les relais et réseaux que ces partenaires financent et/ou animent avec les territoires engagés pour renforcer leur capacité d'action.

Article 6 – Engagements des partenaires

Les partenaires du CRTF s'engagent à assurer la réalisation des actions inscrites à ce contrat.

6.1. Dispositions générales concernant les financements

Les financeurs s'efforcent d'instruire dans les meilleurs délais les demandes de financement qui leur sont soumises et à apporter leur appui pour contribuer à la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention.

Les financements inscrits dans les fiches sont des montants prévisionnels. Ils sont à mobiliser suivant les dispositifs et dispositions propres aux différents partenaires. Les éléments financiers qui y sont inscrits sont fondés sur une première analyse de l'éligibilité des actions proposées aux différentes sources de financement des partenaires, selon les modalités décrites dans les fiches actions, mais ne valent pas accord final.

Les montants de prêt, d'avance ou de subvention, sont indicatifs, sous réserve de : disponibilité des crédits et du déroulement des procédures internes à chaque partenaire, de l'instruction des dossiers, des dispositifs en vigueur à la date du dépôt, de la validation par les instances décisionnaires du partenaire considéré. Les décisions font l'objet de conventions spécifiques établies entre le partenaire et le porteur de projet.

6.2. Le territoire signataire

En signant ce contrat de transition écologique, le territoire de la Communauté de Communes de Desvres-Samer assume le rôle d'entraîneur et d'animateur de la relance et de la transition écologique de son territoire.

Le territoire signataire s'engage à désigner dans ses services un-e directeur.trice responsable du pilotage du CRTF et à affecter un.e chef.fe de projet, responsable d'animer l'élaboration et la mise en œuvre du contrat, ainsi que l'évaluation.

Il-elle pourra être assisté-e d'animateur.trice.s chargé.e.s de faciliter l'émergence de projets et d'accompagner les porteurs (associations, entreprises, communes...).

Pour les collectivités les moins bien dotées en capacité d'ingénierie, un cofinancement du poste de chef.fe de projet pourra être assuré par l'Etat.

Si le contrat concerne plusieurs collectivités, celles-ci recherchent la coordination et l'animation à l'échelle de l'ensemble du territoire à travers la désignation d'un interlocuteur désigné.

Le territoire signataire s'engage à animer le travail en associant les acteurs du territoire et en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics, habitants, associations...) afin d'initier et de catalyser la dynamique du

territoire en faveur du projet de territoire. Le partage des orientations et des actions qui découlent du projet de territoire détaillé dans le CRTE est organisé localement au moment jugé opportun par la collectivité signataire, en accord avec l'Etat. Ce moment de partage a pour objectif, avant et également après la signature du CRTE, d'enrichir les actions, de favoriser la mobilisation autour du CRTE et l'émergence d'éventuels porteurs de projets.

Le territoire signataire s'engage à mobiliser les moyens, tant humains que financiers, nécessaires au bon déroulement du CRTE, ainsi qu'à son évaluation.

Le territoire signataire s'engage à la mise en œuvre des actions inscrites au CRTE, dont il est maître d'ouvrage.

6.3 L'Etat, les établissements et opérateurs publics

Conformément à la circulaire n° 6231/SG du 20 novembre 2020, l'Etat s'engage à travers ses services, services déconcentrés et établissements à accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du CRTE, dans une posture de facilitation des projets.

L'appui de l'Etat porte en particulier sur l'apport d'expertises techniques et juridiques et la mobilisation coordonnée de ses dispositifs de financement au service des projets du CRTE.

L'Etat s'engage à optimiser les processus d'instruction administrative et à examiner les possibilités d'expérimentation de procédures nouvelles, ou de simplification de procédures existantes, sur la base de projets précis qui lui seraient présentés dans le cadre du CRTE.

L'Etat s'engage à étudier le possible cofinancement des actions inscrites dans le CRTE, qui seraient éligibles aux dotations et crédits de l'Etat disponibles.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui mobiliseront notamment des financements pour le montage des projets et les investissements. Ce soutien permettra de renforcer la capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que les projets eux-mêmes.

En particulier :

- L'ADEME peut apporter un appui à travers un contrat d'objectifs transversal sur la durée du contrat de transition écologique et intervenir en soutien de certaines opérations du CRTE ;
- La Caisse des dépôts peut mobiliser la Banque des territoires pour accompagner les acteurs locaux dans leurs projets de développement territorial - conseil et ingénierie, prêts, investissements en fonds propres, services bancaires, consignations et dépôts spécialisés ;
- Le Cerema peut apporter un appui en matière de définition de projets de territoire, des actions complexes (ex : réseaux), des indicateurs et d'évaluation.

D'autres établissements publics ou opérateurs de l'Etat peuvent intervenir : l'Office français pour la biodiversité (OFB), l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), l'Agence Nationale pour la Renovation Urbaine (ANRU), la Banque publique d'investissement (Bpifrance), l'Agence

Les contributions spécifiques des établissements publics et opérateurs sont portées sur les fiches actions et les fiches projets.

6.6. Engagements des opérateurs publics

Un ou des opérateurs publics s'engagent à désigner dans leurs services un ou des référent (s) pour participer à la gouvernance du CRTE ainsi qu'au dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation des actions et projets.

Ce ou ces opérateurs publics s'engagent à soutenir de manière prioritaire les actions et projets du CRTE, compatibles avec leurs politiques publiques et cadres d'intervention.

6.7. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques

Il s'agit de renforcer la cohésion territoriale et l'appartenance nécessaires à la dynamique de transformation du territoire en mobilisant, écoutant, faisant participer les habitants et les acteurs socio-économiques à la décision du cap collectif.

La dynamique d'animation du projet vise une communication et une sensibilisation en continu pour permettre aux acteurs et partenaires de s'associer aux actions de transformation ; une attention particulière sera portée à la facilitation de la mobilisation citoyenne en faveur du projet collectif. Concrètement, la mobilisation des citoyens peut prendre deux types de formes : la participation des publics à l'élaboration de la décision publique d'une part, et les initiatives citoyennes prises et mises en œuvre par les citoyens eux-mêmes d'autre part.

Les entreprises, de par leur impact sur l'environnement et l'emploi, sont des acteurs indispensables au projet de développement écologique et économique du territoire ; leur collaboration peut permettre d'identifier de nouvelles synergies en particulier dans une logique d'économie circulaire.

Article 7 – Gouvernance du CRTE

Les représentants de l'État et des collectivités territoriales porteuses mettent en place une gouvernance conjointe pour assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du CRTE.

7.1. Le comité de pilotage

Le comité de pilotage est coprésidé par le Préfet du Département, ou son représentant, et par le Président du territoire de la Communauté de Communes de Desvres-Samer ou son représentant. Il est composé de représentants de l'exécutif et des services de la Communauté de Communes de Desvres-Samer, des services de l'État, de l'ADEME et de la Caisse des dépôts – Banque des territoires, ainsi que d'autres établissements publics et opérateurs mobilisés en appui du CRTE, et de représentants des collectivités départementales et régionales si elles sont cosignataires.

Il siègera au moins une fois par an pour :

- Valider l'évaluation annuelle du CRTE soumise par le comité technique, sur la base des indicateurs de suivi définis pour le CRTE ;
- Examiner l'avancement et la programmation des actions ;
- Étudier et arrêter les demandes d'évolution du CRTE en termes d'orientations et d'actions (inclusion, adaptation, abandon...), proposées par le comité technique ;

- Décider d'éventuelles mesures rectificatives.

7.2. Le comité technique

- Le comité technique est coprésidé par les représentants de l'Etat et du territoire de la Communauté de Communes de Desvres-Samer. Il est chargé du suivi de l'avancement technique et financier du CRTF et de rendre compte au comité de pilotage dont il prépare les décisions.
- Veiller en détail au bon déroulement des actions prévues au contrat, vérifier l'avancement des dossiers, analyser les éventuelles situations de blocage pour proposer des mesures visant à permettre l'avancement des projets ;
- Etablir et examiner le tableau de suivi de l'exécution du CRTF ;
- Mettre en place les outils d'évaluation et analyser les résultats des évaluations ;
- Etudier et valider les demandes d'adhésion à la charte partenariale d'engagement ;
- Etudier et statuer sur les évolutions des fiches orientations ;
- Etudier et statuer sur les évolutions et les propositions d'ajouts de fiches projets et fiches actions.

7.3. L'articulation avec les autres instances locales de suivi des projets

Le CRTF s'inscrit dans un contexte marqué par :

- La mise en œuvre territorialisée du plan de relance et son suivi dans les comités de pilotage et de suivi de la relance ;
- Le déploiement des comités locaux de cohésion territoriale qui suivent l'installation de l'agence nationale de cohésion des territoires.

Dans ce contexte, il appartient au préfet, délégué territorial de l'ANCT, de veiller à l'articulation et la cohérence entre les projets et actions portés par le CRTF, et les orientations fixées par le comité local de cohésion territoriale.

Le Préfet organise, par ailleurs, la remontée d'informations au sujet des actions du CRTF financées par des crédits du plan de relance vers les comités régionaux de pilotage et de suivi de la relance.

Article 8 - Suivi et évaluation du CRTF

Un tableau de bord de suivi du CRTF est établi, régulièrement renseigné, décrivant l'avancement des orientations et actions (taux de réalisation, mobilisation des moyens et financement, indicateurs...). Il est tenu à jour sous la responsabilité d'un binôme désigné de représentants du territoire concerné et de l'Etat, membres du comité technique. Il est examiné par le comité technique et présenté en synthèse au comité de pilotage. D'autres tableaux de bord partagés, complémentaires, peuvent être établis, en fonction des besoins.

A terme, la plateforme CRTF pourrait être l'outil de renseignement de ces tableaux de bord en vue de leur mise à disposition selon une régularité à définir localement, auprès de l'ensemble des parties prenantes.

Le dispositif d'évaluation, articulé sur plusieurs niveaux (intégralité du CRTE, orientations et actions) avec la définition des indicateurs et la désignation des acteurs en charge de son fonctionnement, fera l'objet de comptes rendus réguliers devant le comité technique, et une fois par an devant le comité de pilotage. Il s'intégrera au dispositif national d'évaluation de l'ensemble des CRTE.

Le CEREMA pourra apporter des conseils méthodologiques pour la définition des indicateurs et du dispositif d'évaluation du CRTE.

Article 9 – Résultats attendus du CRTE

Les résultats du CRTE seront suivis et évalués. Le ou les indicateurs à l'aune desquels ces résultats sont évalués seront choisis en cohérence avec l'objectif recherché lors de la mise en œuvre de l'action. L'évaluation est menée sur la base d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, au regard des objectifs de la SNBC.

Les objectifs détaillés sont précisés dans chaque fiche action et projet.

Si la liste d'actions arrêtée à la date de signature est complétée au cours de l'exécution du contrat par de nouvelles actions, ces dernières seront prises en compte dans l'évaluation finale.

Article 10 – Entrée en vigueur et durée du CRTE

L'entrée en vigueur du CRTE est effective à la date de signature du présent contrat.

La durée de ce contrat est de six ans.

Au terme du contrat, un bilan sera conduit pour en évaluer les résultats et les impacts.

Article 11 – Evolution et mise à jour du CRTE

Le CRTE est évolutif. Le corps du CRTE et ses annexes peuvent être modifiés par avenant d'un commun accord entre toutes les parties signataires du CRTE et après avis du comité de pilotage. C'est notamment le cas lors d'une évolution de son périmètre ou du nombre d'actions.

Article 12 - Résiliation du CRTE

D'un commun accord entre les parties signataires du CRTE et après avis favorable du comité de pilotage, il peut être mis fin au présent contrat.

Article 13 – Traitement des litiges

Les éventuels litiges survenant dans l'application du présent contrat seront portés devant le tribunal administratif de Lille.

A Desvres, le 8 Septembre 2021

Pour le Préfet,

~~La Sous-Préfète,~~

Dominique CONSILLE

Le Président

Claude PRUDHOMME

ANNEXES

Numéro de fiche	Commune ou EPCI	Intitulé du projet	Thèmes	Coût de l'opération	Financement possible	Date prévisionnelle
Fiche action n°1	CCDS	Extension de l'hôtel communautaire.	Urbanisme	75000 €	Demande en cours	2021
Fiche action n°2	CCDS	Création de la structure petite enfance à Alincthun.	Développement économique	700000 €	Etat : 175 000 € Conseil Départemental : 87 000 € Conseil Régional Pradet : 130 000 € Leader : 48 000 € CAF : 50 000 €	Juillet 2021
Fiche action n°3	Desvres	Dans le cadre du travail de Diagnostic (DTMP) pour l'Opération de Requalification de la qualité de l'eau, Desvres doit améliorer et se rendre plus autonome sur la desserte qualitative et quantitative d'eau potable. Desvres est 1 des 22 captages EP prioritaires pour non-conformité, sur le Pas-de-Calais.	Eau	760080 €	Etat (DSIL) : 106 500 € Agence de l'eau : 190 150 € 190 150 € avance remboursable sur 20 ans	2021
Fiche action n°4	CCDS	Electromobilité	PCAET	284398,95 €	Etat (DSIL) : 64 336,57 € FARDA : 82 684,14 € Contractualisation : 42 796,51 € Appel à Projet : 24 576, 22 € CAF : 3 037,00 €	2021
Fiche action n°5	CCDS	Suite à un diagnostic et étude pré-opérationnelle, la CCDS, la ville de Desvres et l'Etat / Anah ont conventionné dans le programme de Requalification de centre-bourg ».	Urbanisme -Habitat	1232845 €	Etat : 56 300 € Tvx 12 927 € Ing Conseil Régional : 86 000 € Autres :Anah :471 000€ Tvx :56 500 € Ing Ville de Desvres : 94 000 € Particuliers : 155 434 €	2022

Fiche projet n°1	CCDS	Création de chemins de randonnée équestre.	Tourisme	200 000 €	Etat : 30 000 € Conseil Départemental : 100 000 €	2022 à 2026
Fiche projet n°2	CCDS	Création de pôles « matériauthèque » fonctionnant sur l'économie circulaire et le réemploi.	Développement économique			Fin 2022
Fiche projet n°3	CCDS	Création et aménagement de Zones d'Activités Légères.	Développement économique			Fin 2021
Fiche projet n°4	CCDS	Mise en place de télécompteurs intelligents pour la gestion des fluides. Créer les compteurs de télérelève pour les compteurs principaux.	Développement durable			Second trimestre 2021
Fiche projet n°5	CCDS	Créer un point d'apport volontaire de déchets verts près de la RN 42.	Développement durable	150000 €	Etat : 30 000 €	Printemps 2022
Fiche projet n°6	CCDS	Vente de composteurs.	Développement durable	100000 €	Etat : 40 000 €	Printemps 2022
Fiche projet n°7	CCDS	Réemploi de la friche de la piscine	Développement			2023

		communautaire actuelle, rue des anciens à Desvres. Et le centre de tri et Coffrac.	durable			
Fiche projet n°8	CCDS	Réalisation de projet d'habitats partagés sur initiative ou demande des habitants.	Urbanisme	50000 €	Conseil Départemental : 20 000 €	2022
Fiche projet n°9	CCDS	Valorisation des productions locales à la Maison du Cheval du Boulonnais.	Tourisme	400000 €	Etat : 100 000 € Conseil Départemental 100 000 €	2022
Fiche projet n°10	CCDS	Favoriser la collecte de verre sur Desvres et l'ensemble de la Communauté de Communes de Desvres Samer.	Développement durable	75000 €	Etat : 15 000 €	Printemps 2022
Fiche projet n°11	CCDS	Encourager le développement d'une consommation écoresponsable.	PCAET			Septembre 2021
Fiche projet n°12	CCDS	Mutualiser la commande publique pour un approvisionnement de la restauration collective en produits locaux et bio.	PCAET			Septembre 2021
Fiche projet n°13	CCDS	Accompagner la structuration et le développement de circuits-courts.	PCAET			Septembre 2021
Fiche projet n°14	CCDS	Mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire autour de la transition écologique et énergétique.	PCAET			
Fiche projet n°15	CCDS	Promouvoir et valoriser les produits locaux et biologiques.	PCAET			Septembre 2021
Fiche projet n°16	CCDS	Instauration du Permis de louer sur les villes de Desvres et de Samer.	Urbanisme	72000 €		2022
Fiche projet n°17	CCDS	Mise en place d'un système de stockage de l'électricité photovoltaïque par vecteur hydrogène.	Développement durable	5000 000 €		2023
Fiche projet n°18	CCDS	Installation de panneaux photovoltaïques.	Développement durable	1000000 €		
Fiche projet n°19	CCDS	Développement de la dynamique « Petite ville de demain » par la mise en synergie des équipements culturels publics et privés du secteur « Cœur » de la CCDS : Desvres et Longfossé.	Développement économique			2022-2023
Fiche projet n°20	CCDS	Réalisation d'un parcours touristique et de découverte du territoire, de Desvres à Lottinghen ; liaison avec le rando rail de Lumbres.	Développement économique	300000 €		2022
Fiche projet n°21	CCDS	Rénovation énergétique des bâtiments les plus énergivores de la collectivité.	Développement durable			2022
Fiche projet n°22	CCDS	Elaboration d'une stratégie numérique de territoire.	Développement économique			Printemps 2022
Fiche projet n°23	CCDS	Optimiser et mutualiser l'usage de la ressource en eau du territoire, qui fournit les EPCI voisins (impact aquaculture).	Eau			2021-2022
Fiche projet n°24	CCDS	Sensibilisation du public à la préservation de la biodiversité sur notre territoire, plus particulièrement sur nos sentiers de	Tourisme			

		randonnées.				
Fiche projet n°25	CCDS	Améliorer le tri des déchets et respecter l'environnement lors d'événements touristiques sur le territoire Desvres Samer .	Tourisme – Développement durable			
Fiche projet n° 26	Crémarest	Réhabilitation de la salle des associations.	Urbanisme-Habitat			2022
Fiche projet n°27	Colembert	Rénovation de la salle polyvalente et de l'école.	Urbanisme-Habitat	1 100 000 €		Dès le retour des subventions 2022
Fiche projet n°28	Desvres	Amélioration des éclairages publics et de l'éclairage de bâtiments publics rénovés.	PCAET			
Fiche projet n°29	Desvres	Isolation thermique d'une école par bardages extérieurs.	PCAET	300 000 €		
Fiche projet n°30	Desvres	Nature en Ville : requalifier le parcours de la Lène et des espaces publics mitoyens.	Développement économique	165 000 €		2022
Fiche projet n°31	Desvres	Réemploi et création d'un nouveau quartier sur la parcelle communale d'environ 5 000 m². Ex-bâtiment des Ateliers Municipaux.	Urbanisme-Habitat	450 000 €	Etat (DSIL) : 100 000 € Conseil Régional : 100 000 € EPF partie démolition : 50 000 €	2025
Fiche projet n°32	Desvres	Démolition d'une ex-usine à gaz désaffectée, dépollution et création de parking et d'accès.	Développement économique	280 000 €	Etat (DETR/DSIL) : 52 500 €	2022
Fiche projet n°33	Desvres	Réaménagement et isolation des ateliers communaux sur le site du marché au cadran, propriété de la ville de Desvres, avec production d'énergie renouvelable.	Développement durable	800000 €	Etat (DSIL) : 100 000 €	2022
Fiche projet n°34	Desvres	Remplacement du terrain existant par un terrain de revêtement synthétique, avec réaménagement des abords, stationnements pour l'usage par les scolaires, les collégiens, et les associations.	Autres («petites villes de demain») réseau France Services, CPER, «territoires d'industries» et ANCT	717500 €	Etat (DET/DSIL) : 179 375 € à solliciter FFF : 50 000 €	2021
Fiche projet n°35	Doudeauville	Création d'un terrain multi-sports.	Urbanisme-Habitat			
Fiche projet n°36	Doudeauville	Création d'un tiers-lieu.	Développement économique			
Fiche projet n°37	Doudeauville	Construction d'un atelier municipal.	Urbanisme - habitat			
Fiche projet n°38	Le Wast	Projet de réaménagement du centre-village de Le Wast (à l'issue des travaux d'assainissement et de la création d'une station d'épuration en lagunage).	Eau			Négociation 2022
Fiche projet n°39	Longfossé	Aménagement de la place centrale.	Urbanisme- Habitat			
Fiche projet n°40	Longfossé	Rénovation de la salle des fêtes.	Urbanisme- Habitat			

Fiche projet n°41	Quesques	Création d'un city stade.	Urbanisme Habitat	100000 €		2022
Fiche projet n°42	Quesques	Requalification d'une friche industrielle	Développement économique			
Fiche projet n°43	Samer	Construction d'un ensemble sportif.	Urbanisme- Habitat			
Fiche projet n°44	Samer	Hygiénisation des boues.	Eau			
Fiche projet n°45	Samer	Création de liaisons douces et cyclables sur le territoire de Samer.	Aménagement-			
Fiche projet n°46	Samer	Réhabilitation des réseaux d'assainissement.	Eau			
Fiche projet n°47	Senlecques	Réhabilitation de l'école et de la mairie.	Urbanisme-Habitat			2023
Fiche projet n°48	Wirwignes	Création d'une micro-crèche.	Urbanisme-Habitat			2022
Fiche projet n°49	Wirwignes	Restauration de l'église.	Urbanisme-habitat			
Fiche projet n°50	Wirwignes	Travaux de voirie et d'aménagement d'accès au nouveau quartier de béguinage.	Urbanisme - Habitat			2023
Fiche projet n°51	Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et assainissement de la région de Colembert	Assainissement collectif de la commune de Le West situé dans le périmètre de captage.	Eau	1200000 €		
Fiche projet n°52	Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et assainissement de la région de Colembert	Nouveau forage.	Eau			
Fiche projet n°53	Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et assainissement de la région de Colembert	Renouvellement de canalisation.	Eau			
Fiche projet n°54	Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et assainissement de la région de Colembert	Rénovation du réservoir de Colembert.	Eau	180000 €		

Fiche projet n° 55	Commune de Verlincthun	Réfection et sécurisation de la rue des écoles.	Aménagement- Agriculture - Biodiversité			
Fiche projet n°56	CCDS	Création d'une aire de camping-car.	Aménagement			
Fiche projet n°57	CCDS	Programme d'actions de Prévention des Inondations (PAPI).	Eau PCAET		Etat principalement au titre du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM), et par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie	
Fiche projet n°58	CCDS	Création d'une base nature sur le territoire de la CCDS.	Aménagement			
Fiche projet n°59	CCDS	Sécurisation et aménagement des abords de la Maison du Cheval Boulonnais.	Aménagement			
Fiche projet n°60	CCDS	Traitement des abords des espaces publics du complexe aquatique à Desvres.	Aménagement			
Fiche projet n°61	CCDS	Acquisition friche ex-téoria à Lottinghen.				